

ALAPAJ COMPOSANTE 2

Amélioration les apprentissages pour
l'autonomisation des jeunes » (ALAPAJ) –
TCHAD), composante 2»

Manuel

Evaluation – Appel – Résultats
Subventions des OSC

ACRA, 2026

Projet : «« Amélioration les apprentissages pour l'autonomisation des jeunes » - ALAPAJ COMPOSANTE 2

Référence contrat : AFD1248 09 F et CTD 1248 10 X

Préambule

Le projet vise à contribuer - via l'éducation, à l'inclusion et à l'émancipation des populations les plus vulnérables du Tchad, notamment les jeunes filles et les enfants non scolarisés des zones rurales périphériques dans les provinces du Logone oriental, du Mandoul, du Ouaddaï et du Wadi Fira.

Afin de favoriser une structuration durable des Organisations de la Société Civile (OSC) dans les quatre provinces ciblées, le projet vise à renforcer leurs capacités d'identification, de conception et de mise en œuvre de projets tant sur le plan opérationnel que financier. Dans cette perspective, un **Fonds de soutien**, sous forme de subventions, sera mis en place comme mécanisme d'appui financier. Ce dispositif vise à :

- Soutenir au moins soixante (60) organisations locales (dont la majorité doivent tant que possible être des organisations de femmes) dans la mise en œuvre d'initiatives locales de lutte contre les inégalités, contre les discriminations et violences basées sur le genre et contre toutes formes d'exclusion pour cause d'handicap.

Le mécanisme de soutien financier aux OSC prévoit les critères suivants :

[Objectif]

1) Améliorer la transition primaire-collège, notamment pour les filles, en soutenant le développement d'un enseignement moyen de qualité, pour toutes et tous ;

2) Lutter contre les barrières à la formation des filles et des femmes et soutenir la transformation positive des relations de genre.

[Résultats]

Les initiatives locales de lutte contre les barrières sociales à l'éducation, les discriminations et les violences basées sur le genre sont soutenues et renforcées.

Cibles : Membres de 60 OSC locales : associations communautaires, associations de femmes, de jeunes, de personnes handicapées (240 personnes, dont 50% de femmes et 15% de personnes handicapées) bénéficiant de formations, accompagnement et appuis financiers pour faciliter la mise en œuvre d'initiatives locales et la mobilisation sociale.

Résultat : Au moins soixante (60) organisations locales (dont la majorité doivent tant que possible être des organisations de femmes) auront été soutenues dans la mise en œuvre d'initiatives locales de lutte contre les inégalités, contre les discriminations et violences basées sur le genre et contre toutes formes d'exclusion pour cause d'handicap. Environ, 12 000 personnes seront ciblées dans les actions de ces organisations dont 80% seront des filles/femmes et dont 40% seront des enfants vivant avec handicap.

Le Fonds (subventions) se démarque des fonds structurés pour financer les activités entrepreneuriales, génératrices des revenus-AGR, en tant que « **fonds perdu** », c'est-à-dire conçu pour favoriser l'implication de la société civile à travers des **initiatives communautaires (des mobilisations, des sensibilisations, des plaidoyers etc.)** et pas la production des revenus.

- **Appel pour la subvention des OSC. Budget total 45.000.000 FCFA**

Ce manuel de procédures pour la gestion du Fonds doit permettre aux **Comités De Sélection (CDS)** et aux autres acteurs impliqués de travailler sur la base d'un **document de référence**, dans lequel le processus d'identification, d'approbation et de suivi des initiatives à subventionner ait été bien défini.

C'est donc pour permettre une gestion participative, transparente et efficiente du Fonds que ce manuel de procédures a été élaboré.

GLOSSAIRE

ACRA	Fondation ACRA
CdS	Comité de Sélection
ACHDR	Association pour l'Action Humanitaire et le Développement Durable
CdSP	Comités de Sélection Provinciaux
OSC	Organisation de la Société Civile
AFD	Agence Française de Développement

Définitions

Projet	Désigne le projet « Amélioration des apprentissages pour l'autonomisation des jeunes (ALAPAJ) au Tchad » – Contrat AFD124809F et CTD124810X
Action	Désigne le dossier du demandeur déposé pour la requête d'un financement dans le cadre du présent appel de subvention en cascade
Staff du Projet	Désigne les membres contractés par un des partenaires du consortium du Projet
Demandeur	Désigne l'entité qui dépose un dossier dans le cadre du présent appel à propositions
Bénéficiaire	Désigne l'OSC sélectionnée pour recevoir le financement

1. Le Comité de Sélection (CDS)

L'équipe technique du projet est chargée de l'évaluation Etape 01. Le Comité de Sélection (CdS) est l'organe d'évaluation technique des demandes d'action proposées dans le cadre de cet appel à proposition. Le CdS est chargé de l'analyse technique et financière des projets présentés par les demandeurs dans la zone d'intervention retenus par le projet.

Les CdS suivants seront mis en place :

- ✓ Quatre (4) CdS Provinciaux (CdSP) dans le cadre de la subvention destinée aux OSC, à raison d'un (1) CdS par province : Logone Oriental, Wadi Fira, Ouaddaï et Mandoul.

1.1 Attributions

Chaque comité de sélection a pour mandat de :

- Etudier et évaluer les dossiers soumis par les demandeurs ;
- Classifier les dossiers « recevables » ;
- Vérifier le respect des clauses contractuelles et faciliter la signature de la Convention entre ACRA et chaque bénéficiaire.

1.2 Composition

Chaque CdSP des OSC est composé de 07 personnes :

- 01 Représentant d'ACRA
- 01 Représentant de l'ACHDR
- 03 Représentants de Services techniques décentralisés des ministères concernés (Ministère de la Femme et de la petite enfance, Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civile, Ministère de l'économie et du Plan),
- 1 représentant du Conseil Provincial,
- 1 représentant du Comité Provincial d'Action (CPA).

Une Déclaration d'impartialité et de confidentialité sera signée par tous les membres votants.

1.3 Fonctionnement

Chaque CdS élit en son sein un Président et un Vice-président pour un mandat d'un an.

Le Président dirige les travaux du Comité et anime les débats. Il représente le Comité dans ses relations avec l'extérieur.

Le Vice-président seconde le Président dans l'accomplissement de sa mission et le supplée en cas d'absence. ACRA assure le secrétariat des séances.

Chaque CDS se réunit quand les circonstances l'exigent et/ou à la demande du Projet. Il statue valablement lorsqu'il réunit au moins 5 de ses membres

Chaque CdS décide en utilisant **une Grille d'Evaluation** qui prévoit des critères d'évaluation et un score pour chaque rubrique et sous-rubrique.

1.4 Prise en charge

Le Projet pourra reconnaître aux membres des CdS une indemnisation en raison de prise en charge de nourriture et transport (dans le cas où les membres sont des représentants des administrations publiques, ces membres recevront un per diem par personne en suivant le règlement établi par le décret n°0121/PT/PM/MFBCP/2023.

2. Critères d'éligibilités du demandeur

Critère d'éligibilité des bénéficiaires potentiels des subventions du Fonds :

- une association communautaire de base enregistrée et reconnues au Tchad ;
- constituée depuis au moins 02 ans ;
- sans but lucratif ; ayant la promotion des droits humains, cohésion sociale, promotion de l'égalité, et similaires comme objectif statutaire
- opérant et ayant son siège dans les zones cibles¹ du projet

3. Conditions générales et nature des financements

Les financements sont accordés aux demandeurs qui présentent une demande de financement dans le cadre de cet appel à propositions et qui seront sélectionnés selon les procédures établies par le présent manuel et après vérification que les activités répondent aux critères d'éligibilité énoncés ci-après.

ACRA se réserve le droit de cumuler les éventuels reliquats de chaque lot, et les attribuer afin de financer un ou plusieurs projets selon une liste de projets non financés en attente.

Le montant maximal pouvant être octroyé par tiers est de **750 000 XAF**.

La subvention couvre 100% du total des coûts éligibles de l'action (financement total) en accord avec le budget proposé par l'OSC.

ACRA se réserve le droit de ne pas allouer la totalité des fonds disponibles et de cumuler l'éventuel reliquat de cet appel et l'attribuer afin de financer un ou plusieurs projets selon une liste de projets non financés en attente

Durée

La durée initiale prévue d'une action ne peut pas excéder 12 mois.

Type d'activités (liste non exhaustive).

- Lutte aux pratiques discriminatoires : Lutte aux pratiques discriminatoires contre les attitudes et les pratiques liées aux normes sexo-spécifique discriminatoires (ex. : violences familiales, MGF, mariage d'enfants/précoce)
- Amélioration de l'environnement scolaire pour renforcer la sécurité et la protection dans les écoles ou augmenter les capacités d'accueil des établissements scolaires avant la mise à disposition des nouveaux collèges,
- Moyens de transport pour se rendre à l'école pour personnes en situation d'handicap
- Fabrication de kits d'hygiène menstruelle,
- AGR de groupes de parents de filles scolarisées,
- Animation de groupes d'hommes engagés autour du concept de masculinité positive,
- Campagnes de promotion de la gestion menstruelle/formation des relais communautaires, etc.
- Accès aux moyens pour les survivantes : Actions à support des survivantes visant l'accès aux moyens (matériels, économique)
- Accès à la justice pour les survivantes : Accès des survivantes à une justice qui tient compte de l'égalité hommes-femmes, par exemple au moyen de l'aide juridictionnelle, de services de santé et d'autres services et aides de qualité (espaces sûrs, des conseils, soutien destiné aux ménages monoparentaux dirigés par des femmes, soutien psychologique, etc.)
- Mécanisme de prévention et de protection : Mise en place d'un mécanisme de prévention et de protection des violences (ex. : accès sûr à l'eau et un assainissement qui tient compte de la dimension genre, en améliorant l'éclairage des structures d'assainissement du village ou en créant des toilettes réservées aux filles dans les écoles, etc.)
- Action de plaidoyer : Mise en place des tables de concertation pour faciliter la participation de détenteurs/détentrices de droits aux politiques publiques,

¹ Provinces de: Logone Oriental, Mandoul, Ouaddaï, Wadi Fira.

- Comités de protection de l'enfance : support dans la création des comités de protection de l'enfance (ordonnance 006/PR/2015 portant interdiction de mariage d'Enfant et arrêté 04/PR/PM/MFFSN/SG/DGASSN/DE/2016).

Bénéficiaires : au moins 12 000 personnes dont 80% seront des filles/femmes et dont 15% des enfants vivant avec handicap, soit 200 personnes bénéficiaires par OSC.

Groupes cibles des actions :

- **Les mineurs à risque** : (filles/garçon/ handicapés), **jeunes filles**,
- **Les femmes et filles à risque ex** : réfugiées, retournées, déplacées internes, femmes célibataires, ménages monoparentaux dirigés par des femmes, femmes enceintes et allaitantes, personnes âgées, adolescents),
- **Hommes/Femmes** (dans l'**optique de prévention**)
- Communautés autochtones, réfugiés ou retournés de la RCA et acteurs impliqués dans la protection de la femme et fille,
- Femmes/filles à risque (mineurs non accompagnés, personnes handicapés, minorités autochtones et ethniques).

Couverture géographique

Les actions doivent être mises en œuvre au Tchad, dans les quatre (04) Provinces ciblées par le projet :

- Logone Oriental
- Mandoul
- Ouaddaï
- Wadi Fira

Chaque proposition ne peut couvrir qu'une de Provinces énumérées ci-dessus.

Les types d'action suivants **ne sont pas éligibles** :

- Actions consistant uniquement ou principalement à financer la participation de particuliers à des ateliers, des séminaires, des conférences et des congrès
- Actions soutenant financièrement et/ou politiquement des partis politiques, groupes religieux ;
- Actions incluant des aspects de prosélytisme religieux et politique
- Actions incluant des aspects de discrimination à l'égard de personnes ou de groupes de personnes en raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leurs croyances religieuses (ou de l'absence de croyances religieuses), de leur origine ethnique ou de leur niveau de revenus
- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en dépenses en capital, par exemple l'achat de terrains, de bâtiments, d'équipements et de véhicules
- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en l'achat d'équipement, d'intrants ou au fonctionnement d'une superstructure
- Actions liées à des financements par prêt, y compris les microcrédits

3.1 Participation des demandeurs

Le Fonds finance 100% des coûts totaux éligibles en accord avec le budget proposé par le demandeur.

3.2 Évaluation et sélection des actions

L'évaluation des dossiers se compose de ces étapes :

Étape 1 : Ouverture et vérification de conformité du dossier et éligibilité du demandeur : en charge de l'équipe de ACRA

Étape 2 : Evaluation de l'action proposée

Toutefois, si l'examen de la demande révèle, à quelque étape que ce soit, qu'un élément quelconque de la demande (le demandeur, la composition du dossier ou encore l'action proposée) ne remplit pas les critères d'éligibilité des présentes lignes directrices, la proposition peut être rejetée sur cette seule base.

Toutes les actions proposées par les demandeurs seront évaluées selon les étapes et les critères suivants.

3.3 Critères d'éligibilité étape 1

Le CdS vérifiera la conformité du formulaire complet selon la grille d'évaluation suivante :

- Respect de la date limite. A défaut, la demande sera automatiquement rejetée.
- Document qui prouve l'enregistrement de l'OSC - autorisation de fonctionner (Le demandeur doit être constitué comme OSC au Tchad conformément à la législation nationale en vigueur)
- Le formulaire « entité légale » (annexe D) dûment rempli et signé par le représentant légal du demandeur
- Le formulaire Signalétique financier dûment rempli et signé par le représentant légal du demandeur (le demandeur doit avoir un compte auprès d'une institution financière au nom de l'OSC demandeuse) (annexe E)
- Budget complété en XAF et rédigé en français (Annexe B)
- Fiche descriptive de l'action complétée et rédigée en français (*Annexe A – y compris tableau des expériences*)
- Copie du Statut du demandeur en français ou arabe (le Statut doit spécifier que le demandeur est sans but lucratif).

Seulement les dossiers qui répondent positivement à tous les critères peuvent passer à l'étape 2.

3.4 Critères d'évaluation étape 2

Les demandes qui passent l'étape 01 avec succès sont ensuite évaluées au regard de leur qualité, y compris en ce qui concerne le budget proposé et la capacité des demandeurs et de l'entité ou des entités affiliées, sur la base des critères d'évaluation de la grille d'évaluation reproduite ci-après. Il existe deux types de critères d'évaluation : les critères de sélection et les critères d'attribution.

Les **critères de sélection** permettent d'évaluer la capacité opérationnelle et financière du demandeur et la qualité des demandes au regard des objectifs et des priorités fixés dans les lignes directrices et d'octroyer des subventions aux projets qui maximisent l'efficacité globale de l'appel à propositions. Ils aident à sélectionner les demandes dont l'administration contractante peut être sûre qu'elles respecteront ses objectifs et priorités. Ils concernent la pertinence de l'action et sa cohérence avec les objectifs de l'appel à propositions, la qualité, l'impact escompté, la durabilité de l'action ainsi que son efficacité par rapport aux coûts.

Notation :

Les critères d'évaluation sont classés en rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique est notée entre 1 et 5, comme suit : 1 = très insuffisant ; 2 = insuffisant ; 3 = satisfaisant ; 4 = bon ; 5 = très bon.

Grille d'évaluation

Rubrique	Note maximum
1. Capacité financière et opérationnelle	10
Le demandeur possède-il en interne une expérience suffisante en matière de gestion de projet ?	5
Le demandeur possède-il en interne une expertise technique suffisante ? (en particulier, une connaissance des points à traiter)	5
2. Pertinence	15
Dans quelle mesure la proposition est-elle pertinente par rapport aux objectifs et priorités de l'appel à propositions, aux thèmes/secteurs/domaines spécifiques ou à toute autre exigence particulière mentionnée dans les lignes directrices à l'intention des demandeurs ?	5
Les participants (bénéficiaires finaux, groupes cibles) sont-ils clairement définis et leur choix est-il pertinent d'un point de vue stratégique ? Leurs besoins (en tant que détenteurs de droits et/ou de devoirs) et leurs contraintes ont-ils été clairement définis et sont-ils convenablement abordés dans la proposition ?	5
La proposition contient-elle des éléments apportant une valeur ajoutée particulière (par exemple, en matière d'innovation ou de bonnes pratiques) ? <i>ainsi que les autres éléments complémentaires mentionnés à la section 1.2 des lignes directrices à l'intention des demandeurs.</i>	5
3. Conception de l'action	15
La proposition indique-t-elle les résultats que l'action devrait permettre d'atteindre ? La logique d'intervention explique-t-elle la raison d'être des résultats attendus ?	5
Les activités proposées sont-elles appropriées, concrètes et cohérentes avec les produits et le ou les effets envisagés ?	5
La conception reflète-t-elle une analyse solide des problèmes existants, ainsi que des capacités des parties prenantes concernées ?	5
4. Approche de mise en œuvre	10
Le plan d'action prévu pour la mise en œuvre de l'action est-il clair et réalisable ? Le calendrier est-il réaliste ?	5
La proposition inclut-elle un système de suivi efficace et efficient ?	5

5. Durabilité de l'action	15
L'action est-elle susceptible d'avoir un impact tangible sur les groupes cibles ?	5
L'action est-elle susceptible d'avoir des effets multiplicateurs, y compris la possibilité de reproduction, d'extension, de mise à profit de l'expérience et de partage des connaissances ?	5
<p>Les résultats attendus de l'action proposée sont-ils durables ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur le plan financier (<i>par exemple, financement d'activités de suivi, sources de revenu permettant de couvrir tous les frais de fonctionnement et de maintenance futurs</i>) - sur le plan institutionnel (<i>les structures permettront-elles le maintien des résultats de l'action à la fin de celle-ci ? Y aurait-il « appropriation » locale des résultats de l'action ?</i>) - sur le plan politique (s'il y a lieu) (<i>quel sera l'impact structurel de l'action – par exemple, amélioration de la législation, des codes de conduite, des méthodes</i>) - sur le plan environnemental (s'il y a lieu) (<i>l'action aura-t-elle un impact positif/négatif sur l'environnement ?</i>) 	5
6. Budget et rapport coût-efficacité de l'action	10
Les activités sont-elles convenablement reflétées dans le budget ?	5
Le ratio entre les coûts estimés et les résultats est-il satisfaisant ?	5
Note totale maximum	75

La demande est rejetée si au moins une des sous-rubriques de la section 1 reçoit la note de 1. Les dossiers recevant une note inférieure à 40 sont automatiquement exclus.

Sélection provisoire

Les demandes ayant obtenu la meilleure note sont provisoirement sélectionnées jusqu'à épuisement du budget disponible pour le présent appel à propositions. En outre, une liste de réserve est établie suivant les mêmes critères. Cette liste sera utilisée si d'autres fonds deviennent disponibles pendant sa période de validité (12 mois).

3.5 Recevabilité

L'équipe technique d'ACRA peut juger les requêtes :

- Recevables sur la base des critères généraux d'éligibilité/rejet.
- Non recevables, sur la base des critères généraux de rejet/éligibilité. Une correspondance écrite est transmise aux bénéficiaires.

3.6 Analyse des requêtes et approbation

Les Actions validées lors de l'étape 1 passent à l'étape 2 pour une évaluation de la qualité des propositions, y compris du budget proposé et de la capacité du demandeur.

Le CdS, qui statue en dernier ressort, peut :

- Rejeter l'Action : dans ce cas, le dossier sera classé par le Secrétariat du CdS qui donnera la

communication aux bénéficiaires (lettre de rejet).

- Approuver l'Action : le CdS procède à la classification des Actions approuvées selon le score des grilles d'évaluation. **En suivant ce classement, les premiers projets seront financés, jusqu'à l'épuisement des moyens financiers.** Le CdS peut aussi recommander que l'Action soit mise en exécution à une date ultérieure.

Un **Rapport de Sélection** sera produit par le CdS, selon la note obtenue lors du remplissage de la grille d'évaluation, avec les résultats des décisions.

Par sa décision, le CdS autorise à entamer l'établissement des formalités administratives et financières nécessaires pour la réalisation des Actions. Des modèles de lettre d'acceptation, de rejet et de requête d'information complémentaire sont présentés en annexes.

3.7 Recours des Bénéficiaires

En cas de contestation du bien-fondé du rejet d'une requête par le CdS, les demandeurs exposent par écrit les arguments mettant en cause les motifs de la décision.

À la réception de la lettre, le Président du CdS peut décider d'inscrire le dossier à l'ordre du jour de la suivante réunion pour un réexamen. Tout rejet à l'issue d'un second examen par le CdS est définitif.

3.8 Signatures des Conventions

Le versement de la subvention pour une Action est subordonné à la signature d'une **Convention de Financement** entre le Représentant Légal du demandeur et le Représentant légal d'ACRA au Tchad.

Un modèle de convention figure en annexe.

La convention de financement devra établir, lorsque la taille et la durée de l'Action le permettent, la **répartition des tranches** et les étapes périodiques de vérification de l'état d'avancement de l'Action.

3.9 Diffusion des résultats

La liste des Actions financées sera annoncée par les radios locales, affichée dans les endroits publics et partagée avec les autorités administratives.

Rendre publiques les résultats augmentera le sens de responsabilité envers la communauté à qui les entités bénéficiaires devront faire compte de l'utilisation des fonds obtenus.

4. Réalisation des actions

ACRA versera la 1^{ère} tranche dans le compte bancaire indiqué dans la demande de financement.

ACRA versera les tranches suivantes, une fois vérifié et approuvé le rapport financier et narratif et les activités réalisées pour le décaissement précédent.

Recommandations :

Il est fondamental de partager et verser la subvention en plusieurs tranches, afin d'avoir un outil de contrôle et la place pour améliorer la performance du bénéficiaire et de la gestion des fonds, limitant les risques de perte et de mauvaise gestion.

Une fois dépensée la tranche précédente, vérifié le respect des lignes directrices administratives et de gestion et la bonne exécution du fonds, le Responsable du Projet autorisera le versement de la tranche successive de subvention.